



Décus de leur démocratie, les Gabonais affichent des attitudes mitigées sur le rôle de l'armée

Dépêche No. 714 d'Afrobarometer | Christian Wali Wali

Résumé

Le fonctionnement de l'Etat consiste à avoir un pouvoir politique qui le gère et une armée qui s'occupe de la défense du territoire national. Mais dans les pays où la démocratie ne fonctionne pas de façon optimale, on observe parfois une intrusion des militaires dans le champ politique en perpétrant des coups d'Etat (Ovono, 2012).

Le 30 août 2023 restera une date mémorable dans l'histoire du Gabon. En effet, aux aurores de ce jour, l'armée gabonaise, conduite par le Général de Brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, a pris le pouvoir en renversant le Président Ali Bongo Ondimba, qui était en poste depuis 2009 après la mort de son père Omar Bongo. Les militaires affirment avoir pris leurs responsabilités face à une gouvernance irresponsable et imprévisible, et vouloir éviter le chaos qu'aurait engendré le processus électoral qu'ils estiment tronqué (BBC, 2023). En effet, à l'issue de l'élection présidentielle du 26 août 2023, le Centre Gabonais des Elections – qui ne bénéficie pas de la confiance des Gabonais (Ossé, 2023) – a déclaré le candidat sortant Ali Bongo Ondimba vainqueur avec plus de 64% des voix contre environ 30% pour son principal challenger, le Professeur Albert Ondo Ossa (Le Point, 2023).

Cette prise de pouvoir est historique dans la mesure où elle est le premier coup d'Etat ayant abouti au Gabon. Le 18 février 1964, le premier président du pays, Léon Mba, avait été renversé par un coup d'Etat militaire, mais il a été rapidement rétabli dans ses fonctions par l'armée française (Biteghé, 1990). Le 7 janvier 2019, alors que le Président Ali Bongo était en convalescence au Maroc, une tentative de coup d'Etat menée par des factions de l'armée a très vite été anéantie (Le Point, 2021).

Le Gabon a vécu sous le régime du parti unique caractérisé par un mode de gouvernance autocratique entre 1968 et 1990 (Bat, 2016 ; Perspective Monde, 1990). Mais avec la conférence nationale qui a instauré le retour au multipartisme en 1990, on observe que la demande de la démocratie qui s'exprime à travers les mouvements de contestation vis-à-vis du pouvoir politique est permanente et surtout les violences post-électorales habituelles (Mouloungui, 2023 ; Tresca, 2016).

Face à la crise politique que traverse actuellement le Gabon, quelles sont les aspirations des citoyens en matière de démocratie ?

Les données de la plus récente enquête Afrobarometer au Gabon – menée en fin 2021, bien avant les derniers événements politiques – révèlent que les Gabonais ont préféré la démocratie à toute autre forme de gouvernement et ont soutenu les élections comme le meilleur moyen pour choisir leurs leaders. Mais ils n'ont pas cru à l'efficacité des élections pour révoquer les dirigeants qui ne satisfont pas leurs attentes.

L'écrasante majorité d'entre eux ont affirmé que le Gabon « n'est pas une démocratie » ou est « une démocratie avec des problèmes majeurs » et ont déploré la manière dont elle est pratiquée dans le pays.

Ils ont déclaré être contre les gouvernements militaires, mais ont trouvé légitime que l'armée prenne les rênes du pays dans le cas hypothétique où les dirigeants élus abusent du pouvoir au nom de leurs propres intérêts.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Gabon, dirigée par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGP), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre et décembre 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Trois enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015, 2017 et 2020.

Résultats clés

- Sept Gabonais sur 10 (71%) ont soutenu la démocratie aux dépens de toute autre forme de gouvernement.
- Deux tiers (67%) ont défendu les élections comme meilleur moyen pour choisir les dirigeants.
- Mais 85% ont dit que les élections ne garantissent pas aux électeurs de révoquer les dirigeants qui ne combent pas leurs attentes.
- L'écrasante majorité (84%) des Gabonais ont déclaré que leur pays « n'est pas une démocratie » (41%) ou est « une démocratie avec des problèmes majeurs » (43%).
- Neuf citoyens sur 10 (91%) se disaient insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne au Gabon.
- La majorité (70%) des Gabonais disaient ne pas être d'accord avec l'intervention de l'armée pour diriger le pays.

- Toutefois, deux tiers (66%) ont estimé qu'il est légitime que les forces armées prennent le contrôle du pays dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent du pouvoir pour leurs propres intérêts.

Sur la démocratie

Adhésion à la démocratie

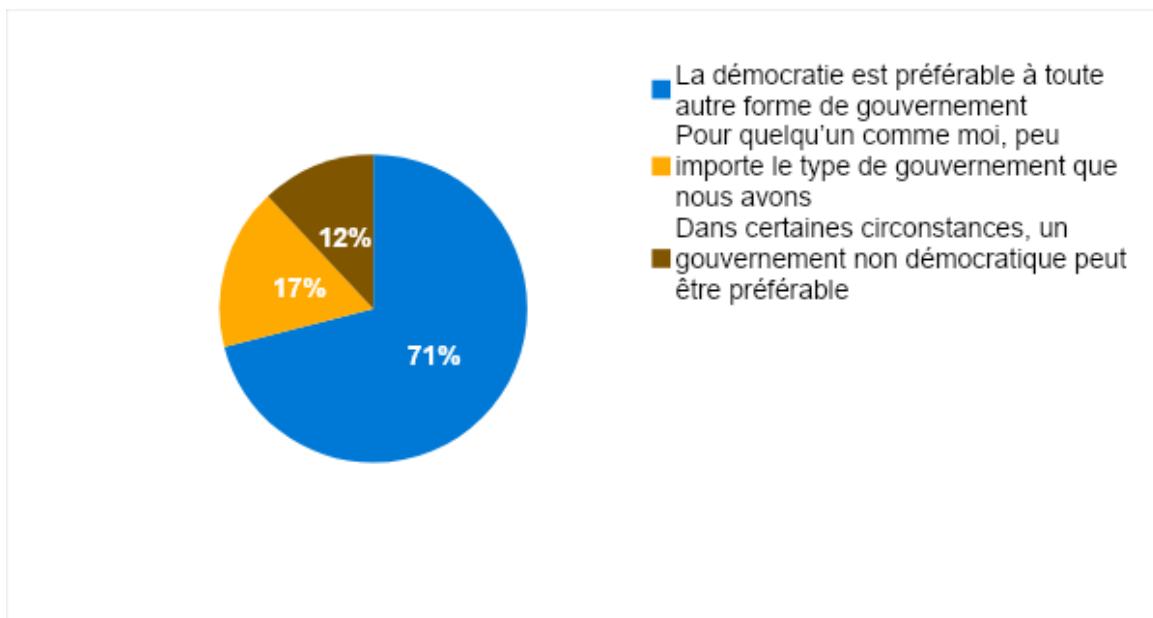
Les Gabonais sont fortement attachés à la démocratie comme mode de gouvernance. Plus de sept Gabonais sur 10 (71%) ont soutenu que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement. Seulement 12% ont déclaré qu'un gouvernement non démocratique peut être préférable, tandis que 17% se disaient indifférents au genre de gouvernement qu'ils ont (Figure 1).

En plus, les Gabonais étaient également majoritaires (67%) à exprimer leur attachement aux élections régulières, libres et transparentes comme le meilleur moyen pour choisir leurs dirigeants (Figure 2).

Cependant, une majorité plus importante (85%) de répondants ont dit ne pas croire à l'efficacité des élections pour retirer leur mandat aux dirigeants qui ne combent pas leurs attentes (Figure 3).

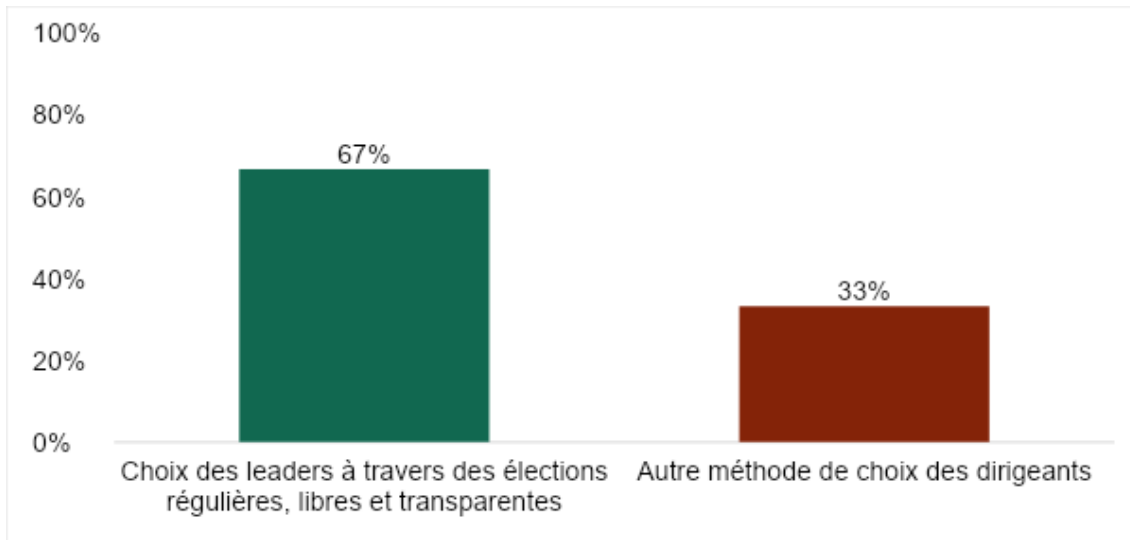
Aussi, plus des deux tiers (68%) aimeraient que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre comme cela se fait dans une démocratie (Figure 4).

Figure 1 : Soutien à la démocratie | Gabon | 2021



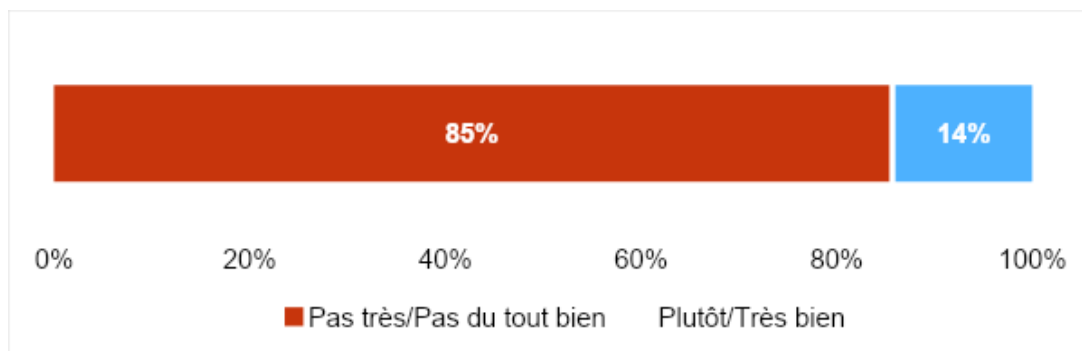
Question posée aux répondants : Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?

Figure 2 : Soutien aux élections comme meilleur moyen pour choisir les leaders | Gabon | 2021



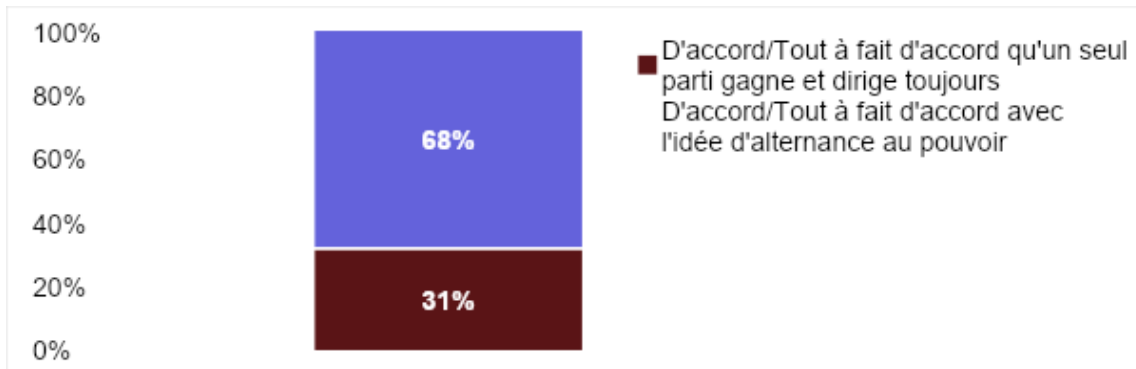
Question posée aux répondants : Laquelle de ces affirmations est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.
 Affirmation 2 : Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 3 : A quel point les élections permettent-ils de révoquer les leaders inefficaces ? | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : En pensant à la manière dont les élections se déroulent en pratique dans ce pays, à quel point les élections garantissent-elles que les électeurs puissent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes ?

Figure 4 : Préférence pour l'alternance au pouvoir | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Dans une démocratie, il est préférable que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre.

Affirmation 2 : Dans une démocratie, tant qu'un gouvernement est élu par le peuple lors d'élections libres et transparentes, peu importe qu'un parti gagne toujours et gouverne continuellement le pays.

Demande et offre de démocratie

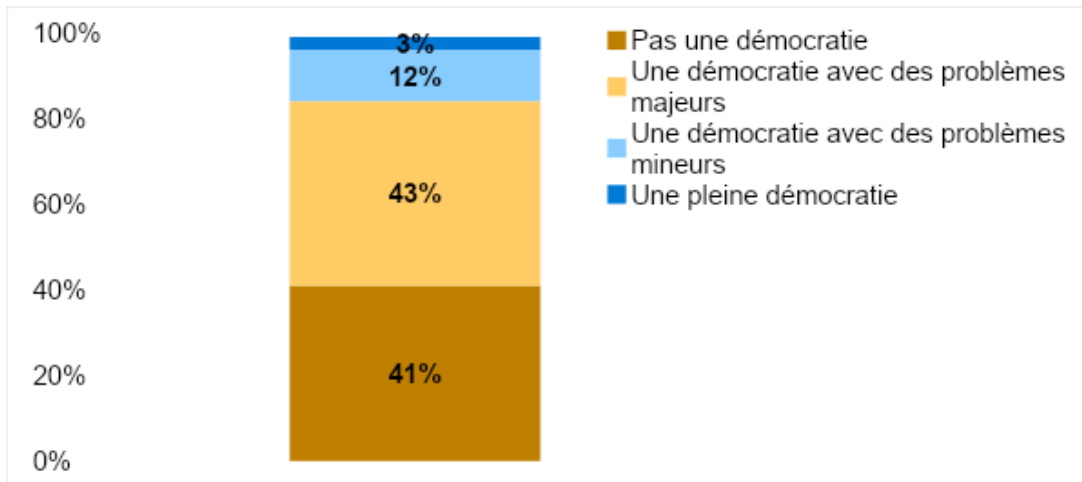
Malgré l'expérimentation du retour au multipartisme, les Gabonais ont sévèrement jugé le niveau de la démocratie dans leur pays. En effet, plus de huit répondants sur 10 (84%) ont affirmé que leur pays « n'est pas une démocratie » (41%) ou est « une démocratie avec des problèmes majeurs » (43%). Ils n'étaient que 3% à affirmer que le pays est « une pleine démocratie » (Figure 5).

La perception que le Gabon « n'est pas une démocratie » ou est « une démocratie avec des problèmes majeurs » évolue avec le niveau de pauvreté vécue¹ des répondants, allant de 79% des plus nantis à 89% des plus nécessiteux. Elle est moins élevée chez les personnes âgées (79%) que chez les plus jeunes (85%-86%) (Figure 6).

De plus, la proportion des Gabonais qui ont dit que leur pays « n'est pas une démocratie » ou est « une démocratie avec des problèmes majeurs » a augmenté de 10 points de pourcentage depuis 2015 (Figure 7).

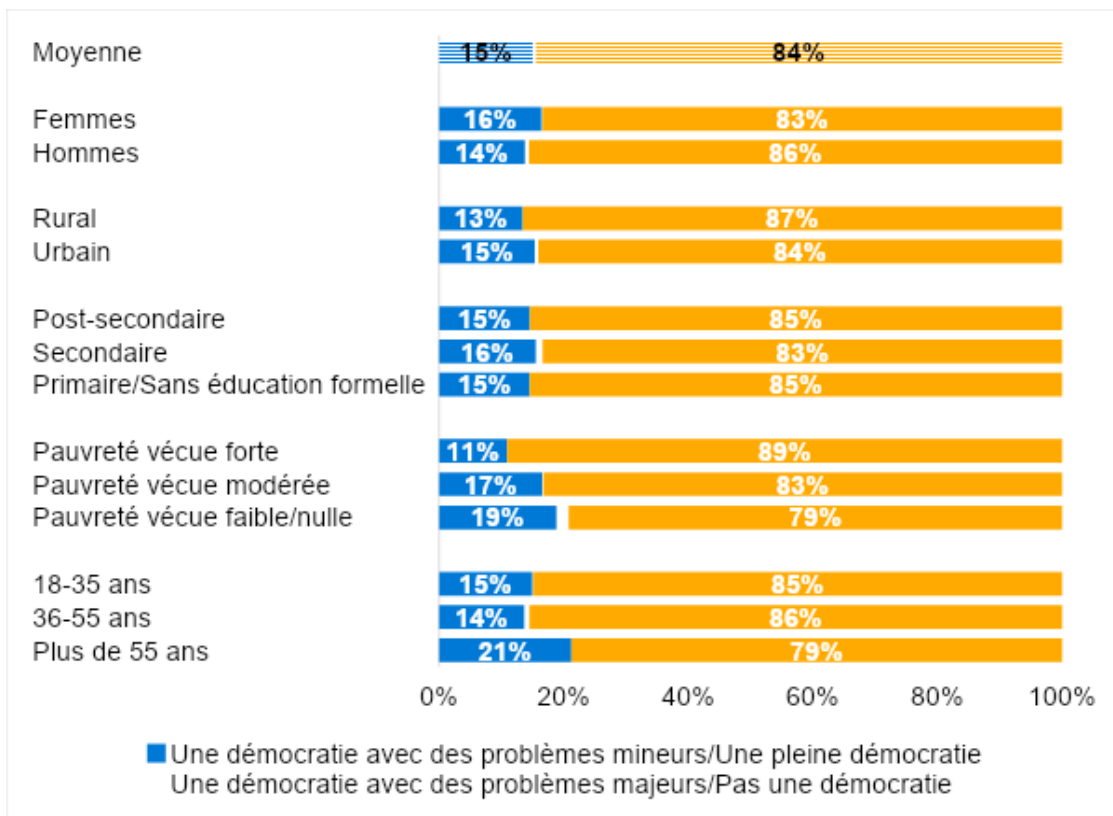
Figure 5 : Niveau de démocratie | Gabon | 2021

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.



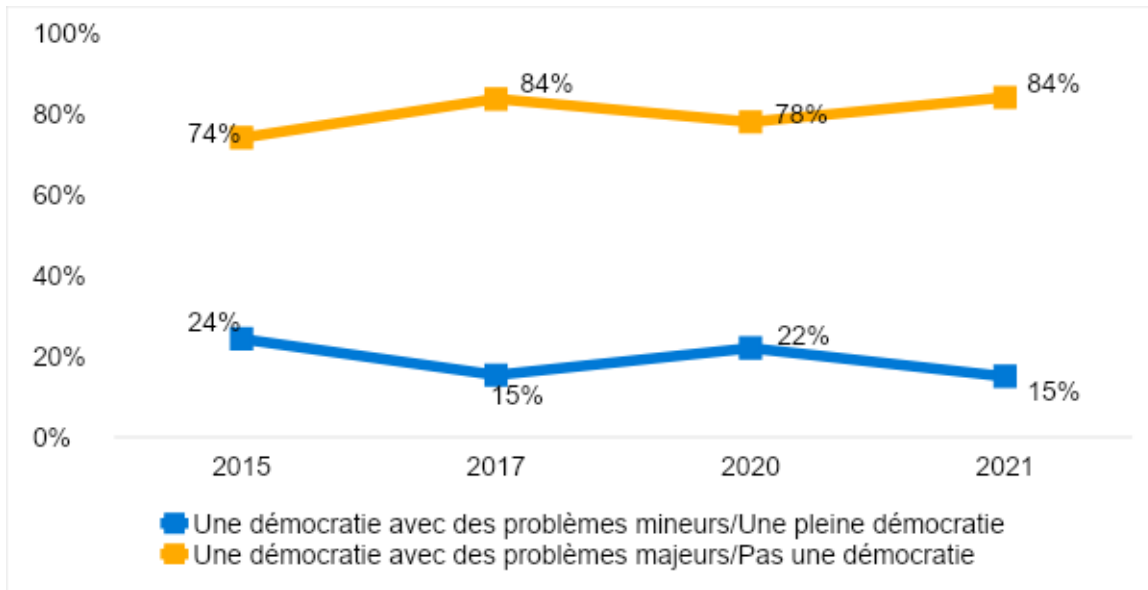
Question posée aux répondants : A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Gabon aujourd'hui ?

Figure 6 : Niveau de démocratie | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Gabon aujourd'hui ?

Figure 7 : Niveau de démocratie | Gabon | 2015-2021

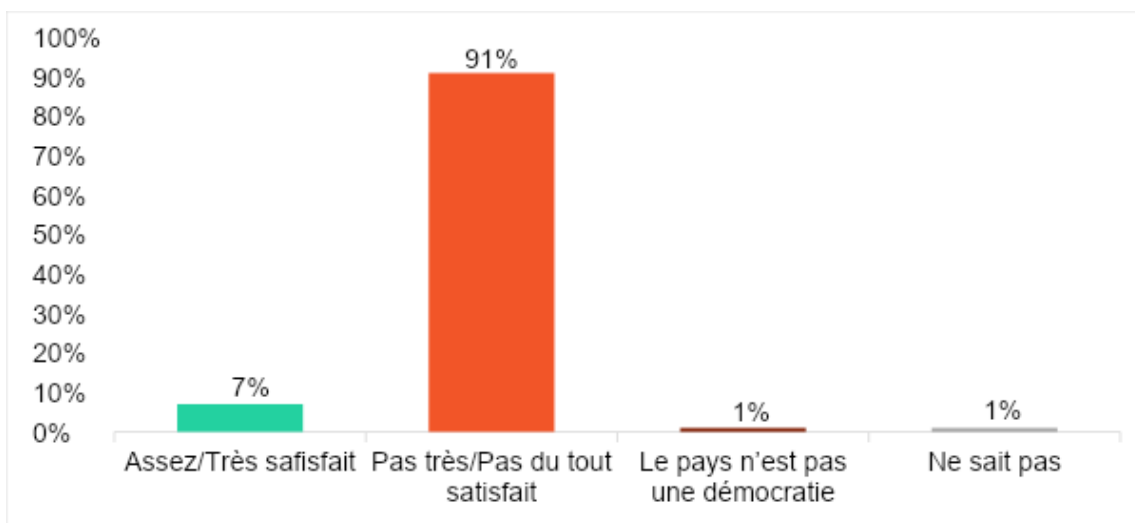


Question posée aux répondants : A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Gabon aujourd'hui ?

Il avait été également demandé aux enquêtés de se prononcer sur leur satisfaction du fonctionnement de la démocratie au Gabon. Une majorité encore plus importante des citoyens (91%) avaient déclaré être « pas très satisfaits » (44%) ou « pas du tout satisfaits » (47%) de la manière dont la démocratie est mise en œuvre au Gabon (Figure 8).

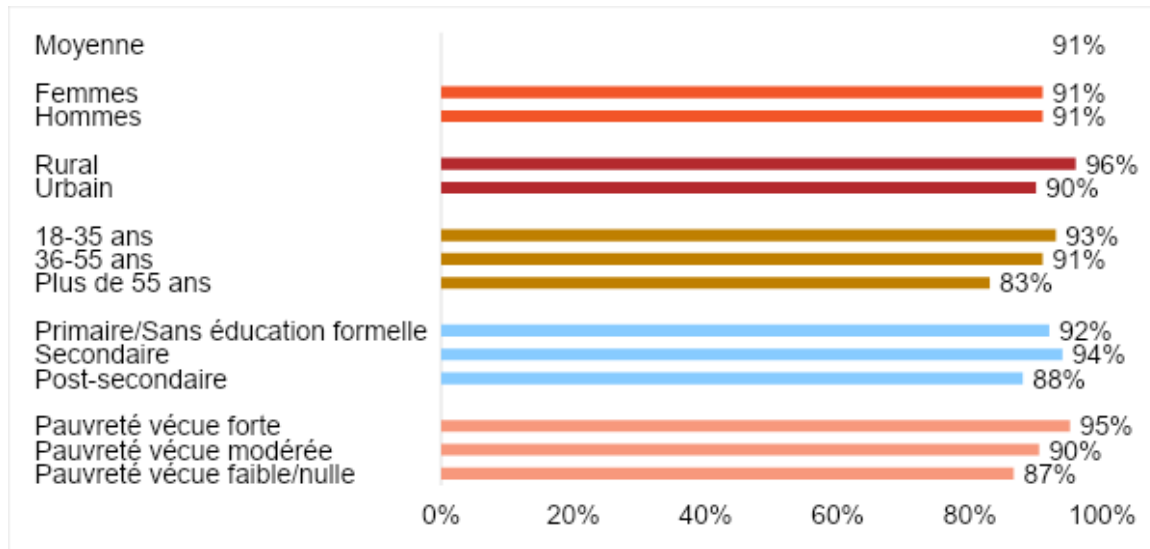
Les citoyens en milieu rural (96%) étaient plus enclins d'être insatisfaits du déroulement de la démocratie au Gabon que ceux qui sont en milieu urbain (90%) (Figure 9). Les moins instruits (92%-94%) étaient plus susceptibles d'être insatisfaits de la démocratie que les plus instruits (88%). Par ailleurs, le manque de satisfaction était plus prononcé chez les jeunes (93% des 18-35 ans) que chez les plus âgés (83% des plus de 55 ans).

Figure 8 : Satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Gabon ?

Figure 9 : Insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans le pays | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Gabon ? (% qui disent « pas très satisfait » ou « pas du tout satisfait »)

Intervention de l'armée en politique

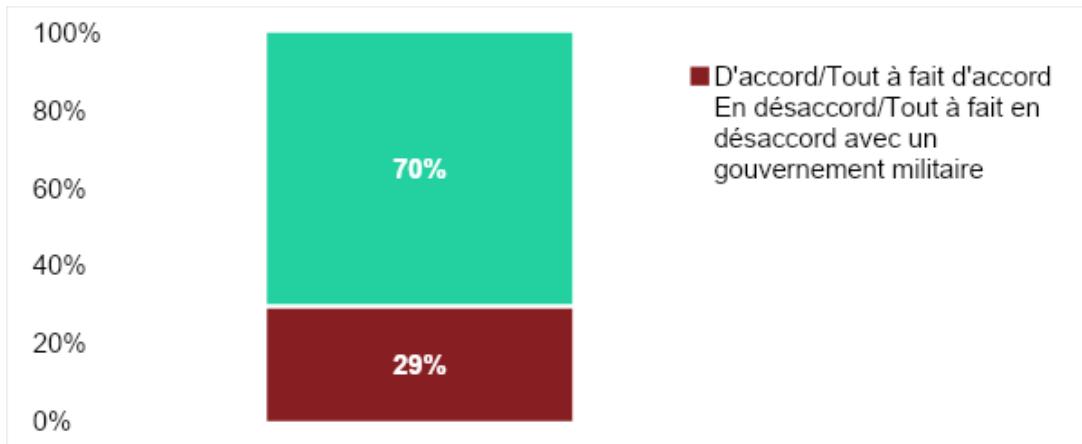
La loi fondamentale gabonaise proscrit toute accession irrégulière à la magistrature suprême de l'Etat, notamment les coups de force de l'armée qui est l'institution en charge de la sécurité, de la défense et de la protection de la population.

La large majorité (70%) des Gabonais disaient être contre l'intervention de l'armée pour diriger le pays, tandis que 29% en étaient favorables (Figure 10).

Cette opposition aux gouvernements militaires est restée assez stable depuis la première enquête d'Afrobarometer au Gabon en 2015 (Figure 11).

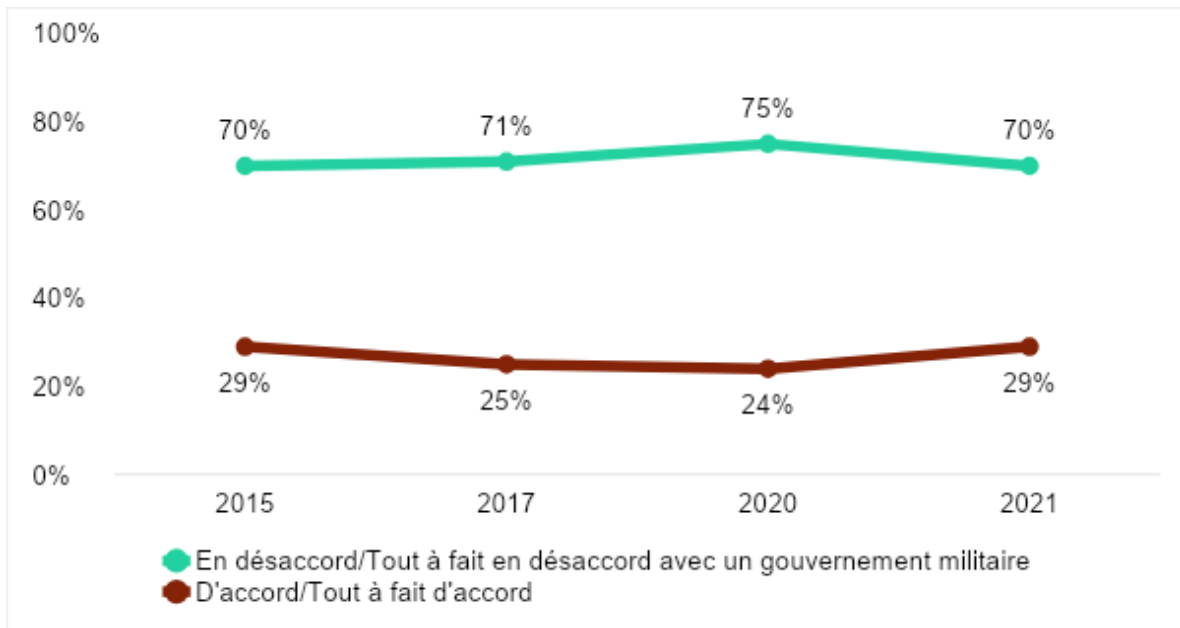
Elle était plus importante chez les personnes âgées (75%) que chez les moins âgées (69%), chez les ruraux (74%) que les citadins (69%), et chez les plus instruits (70%-71%) que chez les citoyens moins instruits (65%) (Figure 12).

Figure 10 : Rejet du gouvernement militaire | Gabon | 2021



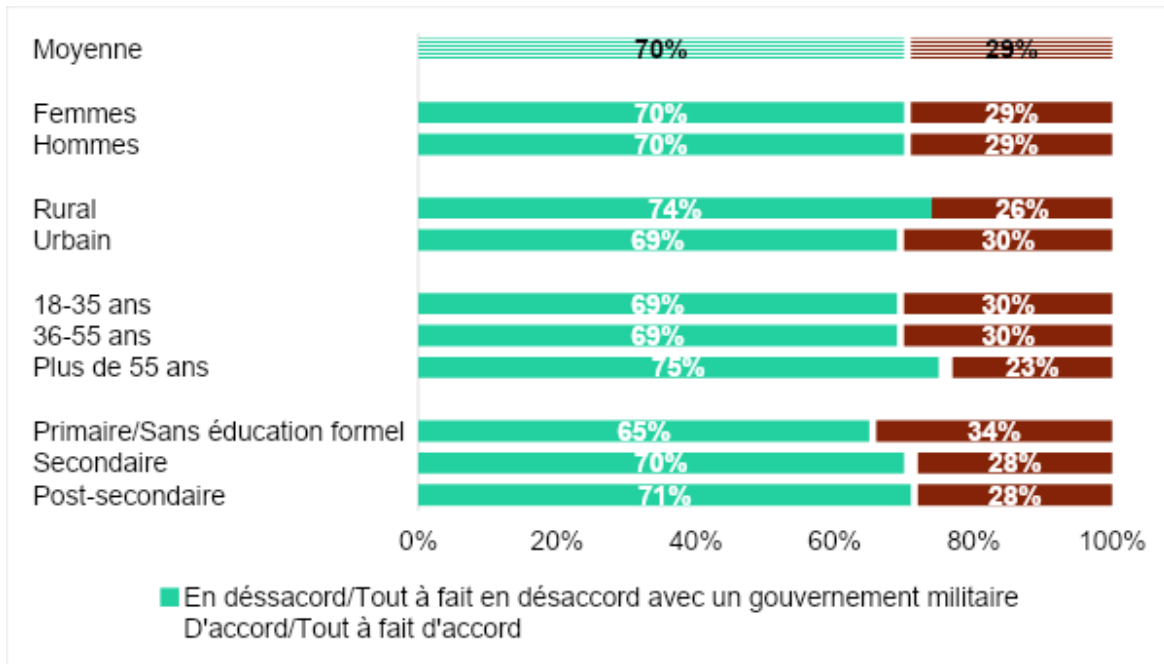
Question posée aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante : L'armée intervient pour diriger le pays ?

Figure 11 : Rejet du gouvernement militaire | Gabon | 2015-2021



Question posée aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante : L'armée intervient pour diriger le pays ?

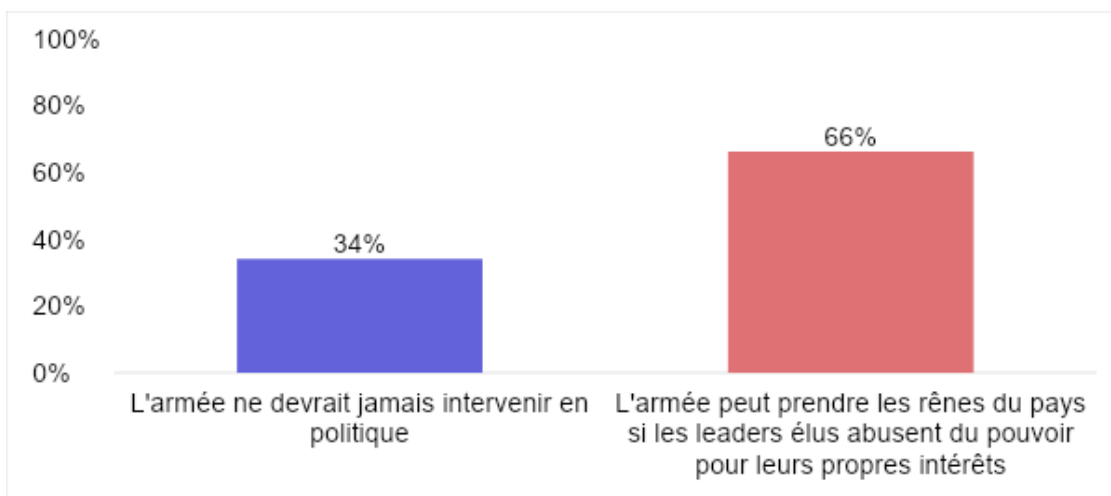
Figure 12 : Rejet du gouvernement militaire | par groupe démographique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante : L'armée intervient pour diriger le pays ?

Même s'ils ont attaché du soutien à la démocratie et à ses principes et rejeté l'intervention de l'armée dans la gestion du pays, les Gabonais semblent avoir toléré une exception. Dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent du pouvoir pour leurs intérêts personnels, la majorité (66%) des citoyens gabonais ont déclaré qu'il est légitime que les militaires prennent les rênes du pays (Figure 13).

Figure 13 : Intervention de l'armée en politique | Gabon | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les forces armées du Gabon ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Conclusion

L'armée, instrument de défense du territoire et de la population, est soumise au pouvoir civil dans les systèmes démocratiques. Et pourtant, cet équilibre est parfois rompu lorsque les militaires prennent le pouvoir. C'est ce qui s'est produit au Gabon le 30 août 2023 lorsque les forces armées et de défense ont renversé par un coup d'Etat le président issu du processus électoral.

Les résultats de l'enquête d'Afrobarometer en fin 2021 montrent que la majorité des Gabonais ont dit soutenir la démocratie et ses principes, notamment la transition démocratique et pacifique du pouvoir à travers des élections régulières, libres et transparentes, de même que l'alternance au pouvoir, et ils ont rejeté l'idée d'un gouvernement militaire. Toutefois, ils ont estimé que dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent du pouvoir, il est légitime que les militaires renversent le pouvoir pour prendre les rênes du pays.

Cette posture contradictoire des Gabonais pourrait être due aux manquements dans la mise en œuvre de la démocratie, car les citoyens étaient presque unanimes à dire que si leur pays est une démocratie, elle ne marche pas comme il le faut.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Bat, J. (2016). La conférence nationale de 1990 : Le rendez-vous manqué du Gabon ? Libération. 25 septembre.

BBC. (2023). Coup d'état au Gabon : Des officiers de l'armée affirment avoir pris le pouvoir. 30 août.

Biteghé, M. N. (1990). Echec aux militaires au Gabon en 1964. Paris : Chaka.

Journal officiel de de la République Gabonaise. Constitution de la République Gabonaise.

Le Point. (2021). Putsch raté de 2019 au Gabon : 15 ans de prison pour trois militaires. 1 juillet.

Le Point. (2023). Gabon : Ali Bongo réélu président avec 64,27 % des voix. 30 août.

Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.

Mouloungui, C. D. (2023). Démocratie au Gabon : Quelle direction ? L'Afrique des Idées. 17 janvier.

- Ossé, L. (2023). Les Gabonais soutiennent les élections mais doutent de leur crédibilité. Dépêche No. 679 d'Afrobarometer.
- Ovono, A. E. (2012). Armée et démocratie en Afrique, une relation ambivalente à normaliser. *Afrique Contemporaine*, 242, 120-121.
- Perspective Monde. (1990). Adoption du multipartisme au Gabon. 22 mai.
- Tresca, M. (2016). « Au Gabon, les violences post-électorales deviennent habituelles ». La Croix. 30 août.

Christian Wali Wali est chercheur et investigateur national d'Afrobarometer au Centre d'Etudes et de Recherches en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), Gabon.
Email : cwalwal@yahoo.fr.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 714 d'Afrobarometer | 10 octobre 2023